



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : LIMITED

E/ECA/ATRCW/ARCC IX/88/3
12 février 1988

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS
UNIES POUR L'AFRIQUE

Neuvième réunion du Comité régional
africain de coordination pour
l'intégration de la femme au développement

3 - 4 avril 1988, Niamey, (Niger)

RAPPORT D'ACTIVITES DU CENTRE AFRICAIN
DE RECHERCHE ET DE FORMATION POUR LA FEMME
Avril 1987 - avril 1988

INTRODUCTION

- Châpitre I : Mise en oeuvre de la résolution 597 (XXII)
- Châpitre II : Exécution du programme de la CEA pour
l'intégration des femmes au développement,
1987 - 1988.
1. Programme de travail et activités du Centre
africain de recherche et de formation pour
la femme (CARFF).
 2. Aspects des programmes des autres divisions
portant sur l'intégration de la femme au
développement.
- Châpitre III : Programme de travail de la CEA relatif à
l'intégration de la femme au développement,
1988 - 1989.
- Annexe 1 : Résolution 597 (XXII)
- Annexe 2 : Résolution 365 (XIV)
- Annexe 3 : Liste des publications du CARFF
décembre 1987.

INTRODUCTION

La Conférence des ministres de la CEA a, dans sa résolution 365 (XIV) donné mandat au Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) d'examiner et d'évaluer les activités réalisées dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes de promotion de la femme dans la région. C'est à ce titre que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), à travers le Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF), présente ce rapport qui rend compte de la manière dont ses activités ont été menées, eu égard à la mise en oeuvre de la résolution 597 (XXII) portant sur l'intégration de la femme au développement et à l'exécution du programme d'intégration de la femme au développement au cours de la période allant d'avril 1987 à avril 1988.

Le présent rapport porte également sur les perspectives d'avenir, en ce qui concerne notamment certaines indications sur le programme de travail pour la période 1988 - 1989.

I. Mise en oeuvre de la résolution 597 (XXII)

Par sa résolution 597 (XXII), la treizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA a "prié les gouvernements africains ainsi que les institutions internationales d'inclure la problématique de l'intégration des femmes au développement dans les priorités nationales retenues pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique". La Conférence des ministres a par ailleurs, demandé aux Etats membres et au Secrétaire exécutif de la CEA de mobiliser les ressources tant humaines que financières pour la réalisation des priorités régionales et sous-régionales contenues dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi.

C'est dans ce cadre que la CEA a poursuivi son effort d'assistance aux mécanismes nationaux d'intégration des femmes au développement en vue d'assurer l'inclusion de la composante femme dans les plans et programmes de développement nationaux. Un effort particulier a également été consacré à la mobilisation des ressources pour les programmes d'intégration des femmes au développement au niveau régional et sous-régional.

1. Participation des femmes dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique

Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986 - 1990 a souligné le rôle qui revient à la femme africaine dans la mise en oeuvre des mesures d'accélération du processus de redressement des économies africaines, plus particulièrement dans le secteur agricole.

De même, la Conférence internationale sur le défi du redressement économique et du développement accéléré de l'Afrique qui s'est tenu à Abuja, Nigéria, du 15 au 19 juin 1987 pour évaluer les réactions des Etats membres et de la communauté internationale face aux programmes de redressement a insisté sur la nécessité de la participation de tous les groupes de la population au processus de redressement. Dans sa déclaration finale, la conférence a réitéré le rôle fondamental que les femmes africaines devraient jouer dans la mise en oeuvre du programme en tant qu'agents et bénéficiaires du développement.

Une enquête effectuée par la CEA pour évaluer le degré de mise en oeuvre du programme prioritaire par les Etats membres a révélé que quatre cinquième des Etats avaient tenu compte des femmes dans les mesures concernant l'accroissement de la production agricole ainsi que dans d'autres processus de développement.

Pour sa part, la CEA a veillé à une participation active et efficace des femmes dans la conception des programmes et plans nationaux afin de s'assurer que les préoccupations des femmes soient reflétées dans les priorités retenues au niveau national. C'est ainsi que l'accent a été mis sur les services d'appui technique aux mécanismes nationaux d'intégration des femmes au développement aussi bien au cours de la préparation, la participation que dans le suivi des exercices de programmation et de planification. Les pays ayant bénéficié de cette assistance sont : le Ghana, la Guinée-Bissau, le Sénégal, la Somalie et le Niger. Pour le cas des mécanismes nationaux qui ne disposaient pas de données suffisantes pour une planification adéquate, des études préliminaires ont été effectuées pour permettre de mieux cerner les réalités nationales et d'identifier les obstacles qui entravent les efforts d'intégration totale des femmes au développement. Ceci a été le cas pour le Ghana, l'Ile Maurice et la Somalie.

2. Mobilisation des ressources pour le programme régional et sous-régional d'intégration de la femme au développement.

Lors de la tenue de la huitième réunion du CRAC en avril 1987, le programme d'intégration de la femme au développement de la CEA traversait une crise financière causée par la décision du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de ne pas inclure dans son quatrième cycle de programmation, les activités d'intégration des femmes au développement exécutées au niveau des MULPOC et celles du CRAC telles qu'elles avaient été conçues initialement. Aussi, dans le souci de préserver les structures régionales et sous-régionales mises en place par la CEA pour favoriser l'intégration des femmes au développement, le CRAC a présenté à la treizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA, une résolution exhortant les Etats membres et la CEA à entreprendre des démarches auprès des sources de financement pour mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution du programme. Un mémorandum justifiant la nécessité de maintenir ces structures d'intégration des femmes au développement au niveau régional et sous-régional a également été envoyé à l'Administrateur du PNUD et au Secrétaire exécutif de la CEA.

En réponse à la résolution et au mémorandum, les mesures suivantes ont été prises :

(a) le PNUD a prolongé la durée des projets relatifs au programme d'intégration des femmes au développement exécuté au niveau des MULPOC et aux activités du CRAC, au 30 juin 1987 et ensuite au 31 décembre 1987.

(b) une mission PNUD/CEA/CRAC a été mise sur pied pour procéder à l'évaluation des programmes d'intégration de la femme au développement dans les MULPOC. Le mandat de la mission était de mesurer l'impact de ces programmes dans les Etats membres, et d'examiner la nécessité de créer d'autres structures ou des structures complémentaires afin de s'assurer que le programme répond à la nouvelle orientation du programme d'intégration des femmes au développement. Le rapport d'évaluation a été déposé en août 1987. Le contenu de ce rapport fera l'objet d'examen et de discussion sous le point 5 de l'ordre du jour. En résumé, les points essentiels des conclusions et recommandations de l'évaluation sont les suivants :

(i) la mission a conclu qu'il n'y avait pas d'alternative pouvant remplacer les structures actuelles du programme sous-régional des femmes de la CEA. Aussi, a-t-elle recommandé que le point focal sous-régional du programme soit maintenu au sein des MULPOC.

(ii) la mission a d'autre part recommandé ce qui suit :

- un nouveau projet devrait être élaboré pour les activités sous-régionales en tenant compte des priorités définies dans les Stratégies d'Arusha et du besoin de renforcer les mécanismes nationaux en vue de leur permettre de participer pleinement dans les exercices de planification nationaux, ainsi que dans toutes assises avec les bailleurs de fonds;

- les programmes de formation conçus dans le cadre de ce nouveau projet devraient se limiter aux domaines considérés comme prioritaires dans les Stratégies d'Arusha. L'accent de ces programmes devrait être mis sur la formation des formateurs ou leaders des groupements de femmes qui puissent atteindre, à leur tour, un grand nombre de femmes;

- les programmes de formation devraient prévoir des mécanismes de suivi;

- le personnel du CARFF devrait être renforcé afin qu'il puisse mieux jouer le rôle de catalyseur, de coordonnateur et de diffusion d'information et en même temps fournir l'appui nécessaire au programme sous-régional.

a) Mobilisation des ressources

En ce qui concerne la mobilisation des ressources, le programme d'intégration des femmes a eu à sa disposition des ressources provenant du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires. Pendant, la période couverte par ce rapport, les ressources du budget ordinaire ont servi à financer des travaux de recherche ainsi que des consultations avec les Etats membres sur la participation de la femme au développement et sur les mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement.

Conformément aux vœux de la Conférence des ministres, la CEA a en plus obtenu par décision du Secrétaire général des Nations Unies, le dégel de trois postes pour l'absorption de trois experts féminins sur son budget ordinaire dont deux postes appartenaient au CARFF. Il convient de souligner que l'effort fourni pour augmenter le nombre d'experts féminins à la CEA et renforcer le CARFF est très louable. Cet effort devrait être poursuivi.

S'agissant des ressources extrabudgétaires, les fonds mobilisés pour la période provenaient des institutions des Nations Unies, telles que : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) ainsi que des donateurs bilatéraux notamment l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA), la Fondation Ford, le Gouvernement des Pays-Bas et l'Agence canadienne de recherche pour le développement international (CRDI). Ces ressources ont été essentiellement utilisés pour mener des activités de recherche et de formation destinées à promouvoir l'augmentation de la productivité des femmes dans l'agriculture et dans les industries agro-alimentaires, l'accroissement des possibilités d'emploi et de crédit ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de travail de la femme. Un accent particulier a été mis sur le renforcement des capacités manageriales des femmes chefs d'entreprises.

Par ailleurs, un effort spécial a été demandé aux Etats membres afin qu'ils prennent en charge le coût de la participation de leurs représentants aux réunions des Comités sous-régionaux et du CRAC. Le CARFF a en outre conçu un nouveau projet qui reflète les intérêts des Etats membres au niveau sous-régional tout en répondant aux recommandations de la mission d'évaluation PNUD/CRAC/CEA à ce sujet. Les principaux objectifs du projet sont :

- analyser les politiques et programmes agricoles adoptés dans le cadre des programmes de réajustement structurel pour assurer l'accroissement de la productivité des femmes en vue de l'auto-suffisance alimentaire;
- améliorer la perception politique de l'importance de l'inclusion des activités des femmes dans la lutte contre la sécheresse et la désertification sevrissant dans la région africaine.

- promouvoir des échanges d'information sur le développement des petites et moyennes entreprises pour les femmes et analyser l'impact du réajustement structurel sur les efforts déployés dans ce domaine;
- assurer la dissémination de données sur les femmes et le développement de manière à combler les lacunes existantes dans les sous-régions.

Le projet a été porté à l'attention du bureau du CRAC lors de la réunion organisée à Addis Abeba, du 19 au 20 novembre 1987.

b) Réunion du bureau du CRAC, Addis Abeba, 19 - 20 novembre 1987

Une réunion du bureau du CRAC a été convoquée du 19 au 20 novembre 1987 pour examiner essentiellement le rapport d'évaluation PNUD/CRAC/CEA et faire des propositions sur le suivi de ce rapport. La réunion a examiné les trois documents suivants :

- le rapport d'évaluation PNUD/CRAC/CEA sur le programme des femmes des MULPOC;
- le projet de document à soumettre au PNUD pour le financement du programme des femmes dans les MULPOC;
- l'ordre du jour provisoire de la neuvième réunion du CRAC prévue à Niamey, Niger les 14 - 15 avril 1988.

La réunion n'ayant pas le quorum, car seuls deux des cinq pays membres du bureau étaient représentés, aucune décision n'a pu être prise. Toutefois, la réunion a longuement discuté sur la situation dans laquelle se trouvait le programme compte tenu du fait que le PNUD avait indiqué que le nouveau projet ne serait pris en considération que si la CEA prenait en charge :

- (a) le coût des coordonnatrices des programmes des femmes au MULPOC;
- (b) le coût des réunions des Comités sous-régionaux;
- (c) la création au sein du CARFF d'un poste d'appui au programme sous-régional.

La réunion a exploré les voies et moyens de parer à cette crise et a proposé les alternatives qui suivent :

- (a) le financement des structures sous-régionales par les Etats membres dans le cadre de leur chiffre indicatif de planification (CIP).
- (b) le renforcement du personnel du CARFF par la CEA afin que le CARFF puisse exécuter le programme sous-régional.
- (c) le financement des salaires et voyages des coordonnatrices du programme des femmes au MULPOC sur les fonds "overheads" de la CEA.

La réunion a suggéré que le rapport d'évaluation soit distribué à tous les Etats membres, pour commentaires avec une note de la présidente du CRAC et que tous les commentaires soient compilés par le CARFF qui ferait rapport à la neuvième réunion du CRAC sur la question. Il a d'autre part été conclu que la Présidente du CRAC lance un appel au Secrétaire exécutif de la CEA au sujet de l'utilisation du budget ordinaire et de "overheads". La présidente du CRAC devrait également écrire au président de la Conférence des ministres pour l'informer sur la situation et lui demander de sensibiliser les Etats membres sur la question.

II. Exécution du programme d'intégration de la femme au développement de la CEA avril 1987 - avril 1988.

Il convient de rappeler que par sa résolution 40/105, l'Assemblée générale des Nations Unies a invité toutes les Commissions régionales à inclure les activités en faveur des femmes dans leurs programmes de travail du biennium 1988 - 1989. Suite à cette résolution, le CARFF a préparé des directives sur l'insertion des volets en faveur de la femme dans le programme de travail de la CEA. Les directives ont dans l'ensemble été bien accueillies. Aujourd'hui, les divisions de la CEA programment de leur propre initiative des activités en faveur de la femme dans leurs domaines respectifs.

Ce chapitre montrera donc les activités entreprises aussi bien par le CARFF que par les autres services de la CEA au cours de la période couverte par ce rapport.

1. Programme de travail et activités du CARFF

Comme par le passé, le programme du CARFF a concentré son effort sur la mise en oeuvre des activités inscrites dans les grandes lignes des Stratégies d'Arusha et de Nairobi pour la promotion de la femme. Au cours de la période en revue, le programme a couvert trois volets, à savoir :

- la participation des femmes dans le développement;
- l'amélioration des compétences techniques des femmes;
- la diffusion d'information.

1.1 Participation de la femme au développement

L'un de ses objectifs majeurs étant d'assurer la participation des femmes au développement, le CARFF a poursuivi ses efforts d'inclusion de la composante femme dans les priorités nationales au niveau global et sectoriel, préalable à toute participation effective dans le processus de développement. Au cours de la période en revue, l'accent a été mis sur la visibilité des femmes dans les programmes et plans de développement nationaux. A ce titre, des services de consultations ont été fournis aux Etats membres qui avaient des exercices de planification ou des activités de suivi. Un séminaire de formation en planification, élaboration, exécution et évaluation des projets de développement a également été organisé.

1.11 Assistance pour l'élaboration de projets en faveur de la femme dans le cadre du quatrième programme national du PNUD

Comme cela a été précisé plus haut, l'appui apporté aux mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement a consisté à fournir des conseils techniques en vue de s'assurer que les plans et programmes formulés au niveau national contiennent des projets multisectoriels reflétant les besoins des femmes. Dans la mesure du possible, le CARFF a assuré par la même occasion la collecte de données sur lesquels les planificateurs et les décideurs pourraient se baser dans la préparation des plans et programmes nationaux. C'est à ce titre que le CARFF a effectué une "enquête nationale sur les femmes dans le développement à Maurice" et une étude sur la "participation des femmes au développement en tant qu'agents et bénéficiaires" au Ghana. Il s'agissait d'un examen approfondi de la situation des femmes dans les domaines clés basé sur des indicateurs tels que le nombre de femmes dans l'agriculture, le commerce, la petite industrie, le secteur tertiaire; la contribution de la femme dans les activités sectorielles. Les indicateurs utilisés pour mesurer la part des femmes en tant que bénéficiaires du développement étaient le niveau des revenus, l'épargne, l'accès aux soins de santé et à la terre.

Ces études ont fait ressortir que l'auto-suffisance économique de la femme est encore loin d'être atteinte. Les recommandations formulées exhortent les autorités nationales et la communauté internationale à accorder plus d'attention aux populations rurales, qui sont la base du développement.

1.12 Séminaire de formation en planification, élaboration, exécution et évaluation des projets de développement, Kinshasa, Zaïre, 14 - 20 décembre 1987.

Le séminaire a été organisé dans le cadre des efforts visant à assurer le suivi des programmes de formation antérieurs. Les objectifs du séminaire étaient :

- d'initier une fois de plus aux techniques de planification, de formulation, d'exécution et d'évaluation des projets les cadres féminins qui avaient participé aux séminaires de formation sur les deux premiers modules;
- de permettre aux participants d'approfondir les techniques acquises au cours des séminaires précédents ;
- de familiariser les participants aux exigences de certaines sources de financement.

Le séminaire a mis l'accent sur les séances de travaux pratiques et a réduit au strict minimum les exposés théoriques. Le programme de travail du séminaire a permis aux participants de discuter en profondeur les thèmes suivants :

- (a) les différentes étapes de la planification;
- (b) l'importance d'un plan d'action et d'intervention;
- (c) l'identification des besoins prioritaires de la femme et des principaux obstacles aux projets initiés par les femmes;
- (d) les techniques de conception et d'élaboration de projets;
- (e) les techniques de gestion, de suivi et d'évaluation;
- (f) les relations interprofessionnelles dans le suivi et l'évaluation des projets;
- (g) le modèle (4X4) et le cadre logique du projet;
- (h) le document de projet
- (i) les moyens d'intervention du mécanisme d'intégration de la femme au développement.

Les vingt quatre femmes qui ont pris part aux travaux du séminaire étaient des responsables de service aux départements de la Condition féminine et de la Famille, du Plan, du Développement rural, de l'Enseignement primaire et secondaire, de l'Union nationale des travailleurs, de la Fondation maman Mobutu, du Centre de Planification en nutrition et de l'Association Zairoise pour le bien-être familial.

Dans leurs recommandations, les participantes ont demandé que leurs employeurs leur offrent la possibilité de travailler dans les services chargés de la planification afin qu'elles aient l'occasion de mettre en pratique les connaissances acquises.

1.2 Amélioration des compétences des femmes

L'amélioration des compétences des femmes a été une autre préoccupation du CARFF. Dans ce domaine, l'accent a été mis sur la productivité des femmes dans l'agriculture et l'amélioration des compétences des femmes en gestion. A ce propos, les principales activités ont été un séminaire sous-régional de formation en management, un voyage d'étude au Ghana pour les femmes d'affaires qui opèrent dans le secteur agricole; ainsi que des stages de formation en gestion des entreprises et des coopératives.

1.21. Séminaire sous-régional de formation en management, Gisenyi, Rwanda, du 11 au 16 mai 1987

Ce séminaire a rassemblé des femmes de la sous-région des Grands-lacs, engagées dans des activités de production et de commerce. L'objectif de ce séminaire était de donner l'occasion à ces femmes d'acquérir les compétences et connaissances nécessaires à l'exercice de la fonction de chef d'entreprise. Pour cela, les principaux thèmes de ce séminaire étaient :

- la notion de management;
- le manager et l'environnement socio-économique et culturel;
- les fonctions fondamentales du manager;
- la prise de décision.

Les participants au séminaire ont eu des discussions enrichissantes sur le milieu économique dans lequel elles évoluent et sur la manière de s'adapter aux changements afin d'être armées pour mieux exercer leurs fonctions.

1.22 Voyage d'étude au Ghana pour les femmes chefs d'entreprise de l'Afrique de l'Est et Australe, Accra, Ghana, 1 - 15 décembre 1987

Le voyage d'étude faisait suite aux recommandations d'un séminaire sous-régional sur les mesures visant à améliorer les compétences des femmes en gestion tenu à Nairobi en janvier 1987. Dans l'esprit de promouvoir la coopération technique entre pays en développement, ce séminaire recommandait entre autres des voyages d'étude et des séminaires pour les femmes d'affaires et les femmes chefs de projets.

C'est dans ce contexte qu'un groupe de douze femmes originaires du Botswana, Ethiopie, Kenya, Swaziland, Tanzanie et Zimbabwe auquel s'est ajouté quatre femmes d'affaires ghanéennes s'est rendu au Ghana où elles ont visité les grandes réalisations des femmes ghanéennes. Le but de ce voyage d'étude était essentiellement de démontrer aux femmes de la région de l'Est et Australe l'esprit des affaires des ghanéennes, de promouvoir l'échange intra-africain et d'inciter les femmes à user des médias pour la promotion de l'esprit d'entreprise des femmes. Conformément aux Stratégies d'Arusha qui ont identifié l'agriculture comme priorité des priorités, le voyage d'étude était axé sur le secteur agricole. Un programme conçu minutieusement en collaboration avec le National Council on Women and Development, mécanisme national ghanéen d'intégration des femmes au développement a conduit le groupe dans des entreprises de production, de transformation, de conservation et de commercialisation des produits agricoles. Le voyage d'étude a permis aux participantes de se rendre compte que les femmes étaient capables de s'engager dans des entreprises de grande envergure. Elles sont retournées dans leurs pays réciproques avec la détermination de jouer un rôle plus actif dans les activités agricoles et industrielles de leur pays.

Les participantes ont été enthousiasmées par cette expérience qu'elles ont jugées très instructives. Elles ont émis le souhait que des voyages similaires soient organisés pour les autres pays mais aussi au sein des pays, d'une région à une autre. Un film vidéo de ce voyage sera distribué pour servir d'instrument audio-visuel dans les programmes de formation.

1.23 Stage de formation des formatrices/animateuses en gestion des entreprises et des coopératives Kinshasa, Zaïre, 7 - 19 décembre 1987

Des bourses d'étude ont été pourvues à deux femmes originaires des Comores et une de Djibouti pour suivre un cours de formation en gestion des entreprises et des coopératives organisé du 7 au 19 décembre 1987 à Kinshasa, Zaïre par le Centre national de coordination de la formation au développement (CENACOF). Ce genre de formation de formatrices est très encouragé par le CARFF car elle a un impact beaucoup plus important par le fait que les formatrices ont la possibilité de transmettre leurs nouvelles connaissances à un grand nombre d'individus.

1.24 Séminaire de sensibilisation sur le développement de l'artisanat au Rwanda; Kigali, Rwanda, 14 - 20 décembre 1987

Conformément à la politique nationale de promouvoir la production artisanale destinée à la consommation des populations locales, ce séminaire avait pour but de conscientiser les responsables des groupements artisanaux des femmes sur la nécessité d'orienter la production artisanale vers un artisanat utilitaire susceptible d'être consommé par le milieu national.

Les discussions du séminaire ont porté sur les points suivants :

- impact de l'artisanat féminin sur le développement socio-économique; du Rwanda;
- place de la femme dans l'artisanat rwandais;
- situation de l'artisanat féminin en relation avec l'approvisionnement, la production et la commercialisation;
- techniques utilisées dans la production, possibilités d'innovation technologique et infrastructures nécessaires à l'artisanat féminin;
- gestion et organisation des groupements coopératifs et précoopératifs;
- accès au crédit;
- valorisation des produits artisanaux rwandais en vue d'un artisanat utilitaire;
- expériences des participants;
- place de l'artisanat dans la formation professionnelle au Rwanda;
- associations féminines au Rwanda.

Les recommandations formulées par le séminaire font appel à l'assistance nationale et internationale pour aider les femmes à perfectionner leurs techniques. la qualité de leur travail, l'accès au crédit et plus particulièrement aider les groupements féminins à s'autofinancer et à s'autogérer.

Séminaire sur la femme, l'approvisionnement en eau et l'hygiène, Addis Abeba, Ethiopie, 23 - 28 novembre 1987

Le CARFF a collaboré étroitement avec INSTRAW dans l'organisation du séminaire national sur la femme, l'approvisionnement en eau et l'hygiène qui s'est tenu à Addis Abeba, Ethiopie, du 23 au 28 novembre 1987. Ce séminaire s'inscrivait dans le cadre des efforts de la Décennie internationale pour l'Approvisionnement en eau potable et l'hygiène qui a pour but de fournir d'ici 1990 l'eau potable et les services d'hygiène adéquats à toute la population. Il faisait partie d'une série de séminaires organisés au Kenya, en Ethiopie et au Soudan pour tester les programmes de formation

préparés par INSTRAW en collaboration avec le Centre international du BIT de Turin à l'intention des hauts fonctionnaires des Etats membres.

Les cinquante participants ont passé en revue les différents modules qui traitaient des questions suivantes :

- la participation de la femme dans la planification des projets en eau et hygiène;
- la participation de la femme dans le choix de la technologie et dans l'exécution des projets d'approvisionnement en eau et d'hygiène;
- le rôle de la femme dans les activités de formation et éducation pour l'approvisionnement en eau et l'hygiène;
- l'évaluation des projets d'approvisionnement en eau et d'hygiène;

Les participants ont passé en revue le programme et l'ont adopté aux réalités nationales.

1.26 Formation en vue de l'utilisation optimale de l'aide alimentaire reçue au titre de secours et des activités retribuées en nature

Comme cela a été souligné il y a un an, ce projet est exécuté dans le but d'assurer une alimentation appropriée aux populations touchées par la sécheresse dans les régions du Bale et Gamo Goffa en Ethiopie. Le projet qui est exécuté en collaboration avec l'Institut ethiopien de la Nutrition fait partie d'un effort du gouvernement ethiopien en vue de porter secours aux populations vivant dans les régions touchées par la sécheresse. Aussi, le projet est réalisé conjointement avec les ministères de l'Agriculture, de la Santé et la Commission de secours et de rehabilitation. Des programmes de formation continuent à être dispensés dans le cadre du projet sur l'agriculture, l'élevage et la nutrition.

1.3 La diffusion d'information

Dans le cadre de son rôle de dissémination d'information relative à la femme africaine, le CARFF a initié et effectué des travaux de recherche dont il a assuré une vaste distribution. Il a publié également un bulletin d'information d'environ vingt cinq pages. Ledit bulletin, résume deux fois par an les activités concernant les femmes entreprises par la CEA au siège comme dans les MULPOC. Il donne également quelques informations utiles sur des possibilités de formation ou des réunions intéressant les femmes.

1.3 Etude sur les besoins actuels de renforcement des mécanismes nationaux pour l'intégration des femmes dans les projets de développement.

Cette étude effectuée par le CARFF avec financement de INSTRAW a couvert l'Ethiopie et le Zimbabwe. L'objectif de l'étude est d'augmenter la visibilité des femmes au niveau de la prise de décision mais aussi en termes de participation aux résultats des décisions. Elle passe en revue :

- les caractéristiques des mécanismes nationaux;
- les changements intervenus dans les structures des mécanismes nationaux depuis 1975.

Elle fait ensuite des propositions pour la localisation des mécanismes nationaux dans les structures gouvernementales concernant la formation, l'information et la coopération avec les services techniques gouvernementaux.

1.32 Les femmes chefs des petites entreprises en Zambie, au Cameroun et au Ghana

Cette étude faisait suite aux Stratégies d'Arusha et de Nairobi qui recommandent entre autres d'accroître les capacités d'emploi des femmes et leur efficacité et productivité dans le secteur agricole et industriel. A ce titre, les objectifs de l'étude étaient :

- de collecter des données empiriques sur la femme dans le secteur de la petite entreprise;
- d'identifier les secteurs dans lesquels la femme prédomine;
- d'identifier les difficultés qu'elles rencontrent lors de la création et dans la gestion de leurs entreprises plus particulièrement des problèmes qui sont en rapport avec leur statut de femme;
- d'analyser la situation actuelle et formuler des recommandations visant à augmenter la productivité des femmes dans leurs entreprises.

L'étude fait une analyse du secteur des petites entreprises et des besoins, et contraintes des femmes dans ce secteur, ceci dans les trois pays suivants : la Zambie, le Cameroun et le Ghana. Elle formule ensuite des recommandations découlant de cette analyse à l'intention des Etats membres, des institutions de formation, des organisations internationales et des bailleurs de fonds. L'étude est disponible au CARFF.

1.33 Etude sur l'exploitation sexuelle des femmes

Le CARFF a effectué une étude sur l'exploitation sexuelle des femmes au Cameroun. Les objectifs de l'étude étaient :

- mettre à jour les données relatives à la prostitution et à tous les aspects de l'exploitation sexuelle des femmes;
- procéder à l'analyse des us et coutumes qui sous-tendent l'exploitation sexuelle des femmes, la violence familiale et la prostitution, les grossesses précoces;
- récapituler les informations relatives aux attitudes et aux comportements psycho-sociaux ainsi qu'aux facteurs socio-économiques tendant à perpétuer ou à freiner l'exploitation sexuelle des femmes;
- faire des recommandations en vue de la solution des problèmes posés par l'exploitation sexuelle des femmes.

L'étude sera bientôt prête pour la distribution.

2. Aspects des programmes des autres divisions de la CEA portant sur l'intégration de la femme au développement

En réponse aux résolutions 40/105 et 40/108 de l'Assemblée générale, les différentes divisions de la CEA ont désigné des points focaux responsables des questions relatives à la femme. Elles ont d'autre part prévu des volets "femmes" dans leur programme 1988 - 1989. C'est dans ce cadre qu'un séminaire régional sur l'intégration des femmes dans le commerce sera organisé à Niamey du 31 mars au 2 avril 1988. Le but de ce séminaire sera de permettre aux cadres féminins engagées dans les activités commerciales de se retrouver pour discuter de l'intégration de la femme africaine dans les services commerciaux. Les objectifs à court terme du séminaire sont :

- identifier les questions qui affectent les femmes d'affaires africaines dans le domaine du commerce;
- discuter les modalités pratiques pour l'amélioration des compétences des femmes commerçantes de haut niveau.

Au cours du séminaire, les participants seront appelés à concevoir un programme de formation destiné à améliorer les compétences des femmes opérant dans le secteur commercial.

3. Programme de travail et activités pour la période 1988 - 1989

Conformément aux résolutions 40/105 et 40/108 de l'Assemblée générale mentionnées plus haut, le programme de travail de la CEA 1988 - 1989 comporte un large éventail d'activités en faveur des femmes. En effet, les questions relatives à la femme sont reflétées dans les programmes et sous-programmes suivants :

- l'expansion de la production alimentaire;
- les politiques de commercialisation et programmes relatifs aux produits alimentaires;
- le développement des données statistiques agricoles;
- le commerce intérieur et les finances;
- le commerce inter-africain;
- la promotion du développement rural intégré;
- l'emploi dans le milieu rural;
- le développement des industries agro-alimentaires;
- l'amélioration des capacités des chefs de petites entreprises;
- le système Panafricain de documentation et d'informatique;
- la formation de la main-d'oeuvre pour les routes, le transport routier et les chemins de fer africains;

- le développement de la gestion hôtelière;
- les programmes de la population en Afrique relatifs à la démographie, la fertilité, la formation;
- les statistiques démographiques et sociaux;
- l'intégration de la femme au développement.

En ce qui concerne, le programme d'intégration de la femme au développement, il s'agira de veiller à la mise en oeuvre des Stratégies d'Arusha et de Nairobi ainsi que du Programme d'Action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. A cet effet, les activités du CARFF prévues pour la période 1988-1989 couvrent les domaines suivants:

- la participation des femmes dans le développement;
- l'amélioration des capacités et possibilités offertes aux femmes;
- la mise sur pied et le renforcement des mécanismes nationaux, sous-régionaux et régionaux d'intégration des femmes au développement;
- le réseau d'information sur la femme.

Conformément aux vœux de l'Assemblée générale, la priorité sera accordée aux travaux de recherche relatifs à l'accès de la femme rurale à la technologie appropriée et à la promotion du rôle de la femme dans le secteur non structuré. Le programme mettra également l'accent sur l'amélioration de l'accès des femmes au crédit, la promotion des femmes dans les domaines scientifiques et techniques ainsi que la promotion des petites et moyennes entreprises gérées par les femmes plus particulièrement dans le secteur agro-alimentaire.

Dans le cadre du suivi des stratégies d'Arusha et de Nairobi, le CARFF effectuera une étude approfondie de l'évolution des conditions socio-économiques des femmes dans la région.

Le CARFF se propose également de renforcer ses relations avec des organismes tels que la BAD, l'OUA, le BIT, l'INSTRAW en vue de combiner et d'harmoniser les efforts d'assistance à la femme africaine.

RESOLUTION 597 (XXII). INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

La Conférence des ministres,

Considérant les résultats de l'étude réalisée par la Centre africain de recherche et de formation pour la femme sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Considérant également l'importance des efforts de planification des activités relatives aux femmes au sein des Nations Unies, ainsi qu'à travers le programme à moyen terme rapporté à l'échelle de tout le système relatif aux femmes et au développement entre autres,

Rappelant la résolution 579 (XXI) relative à la femme et au développement en Afrique, adoptée par la Conférence des ministres de la CEA à sa douzième réunion,

Considérant les nouvelles restrictions à l'égard du programme d'intégration de la femme au développement dans le quatrième cycle de programmation du PNUD,

Soulignant la nécessité pour le PNUD de continuer de financer les programmes d'intégration de la femme au développement dans les MULPOC,

Prenant note des recommandations des réunions des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement,

Insistant sur la nécessité de coordination et de consultation entre la CEA et les mécanismes régionaux et sous-régionaux d'intégration de la femme au développement,

Ayant à l'esprit les recommandations du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 10/ et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 11/ dans l'application desquelles les femmes ont un rôle important à jouer,

1. Recommande aux Etats qui ne l'ont pas encore fait de signer, ratifier et mettre en oeuvre la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans les domaines politiques, économiques et socio-culturels notamment l'éducation et l'emploi tout en lançant un appel aux femmes elles-mêmes afin qu'elles collaborent avec les gouvernements à la diffusion de la Convention ainsi qu'à son inclusion dans les programmes scolaires;

10/ A/40/666.
11/ A/S-13/2, annexe.

2. Recommande également de prendre note de l'étude sur la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et fait siennes les recommandations de ladite étude;

3. Appuie la planification des activités relatives à l'intégration de la femme au développement en cours dans l'ensemble du système des Nations Unies;

4. Lance un appel aux Etats membres du Conseil d'administration du PNUD de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que le PNUD poursuive son soutien aux programmes en faveur des femmes dans les MULPOC et au Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement dans le cadre de son quatrième cycle de programmation;

5. Lance également un appel aux Etats africains pour qu'ils entreprennent avec le Secrétaire exécutif de la CEA des démarches auprès des sources de financement bilatérales, gouvernementales et non gouvernementales africaines et non africaines pour assurer le financement de la mise en oeuvre et du suivi des priorités sous-régionales africaines, dégagées à partir des stratégies prospectives d'action de Nairobi en vue de la promotion des femmes en annonçant une contribution soit en ressources financières, soit en ressources humaines lors de la Conférence d'annonce de contribution au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique;

6. Prie instamment les Etats africains de soutenir la participation de leurs délégations aux réunions des comités sous-régionaux ainsi qu'à celles du Comité régional africain de coordination de manière à préserver les acquis du fonctionnement des programmes sous-régionaux ainsi que du programme régional de la CEA;

7. Prie également instamment les gouvernements africains ainsi que les institutions internationales d'inclure la problématique de l'intégration des femmes au développement dans les priorités nationales retenues pour la mise en oeuvre du Programme prioritaire pour le redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;

8. Demande au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de lever le gel des postes des experts féminins chargés de l'exécution du programme de travail des mécanismes régionaux et sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement et d'assurer l'absorption de ce personnel sur le budget ordinaire de la CEA;

9. Demande également au Secrétaire exécutif d'adopter ou de modifier tous les projets d'intégration de la femme au développement en consultation et coordination avec les réunions des plénipotentiaires ainsi que les conseils des ministres des MULPOC et le Comité régional africain de coordination.

Annexe 2

365(XIV). Structure et mandat du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement

La Conférence des ministres,

Tenant compte des recommandations de la Conférence régionale de Nouakchott sur la mise en oeuvre des plans nationaux, du Plan régional et du Plan mondial d'action pour l'intégration de la femme au développement.

Ayant examiné le rapport du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement.

Consciente de la nécessité d'intégrer le Comité régional africain de coordination dans le système des organes délibérants de la Commission,

1. Prend note du rapport et des recommandations du Comité régional africain de coordination sur l'opportunité d'amender le statut et le mandat du Comité régional africain de coordination.

2. Décide d'amender le statut et le mandat du Comité régional africain de coordination :

A. En remplaçant les dispositions relatives à la composition du Comité régional africain de coordination et de son bureau par les dispositions suivantes:

I. "Le Comité régional africain de coordination est composé comme suit:

(a) Trois membres désignés par chacun des comités sous-régionaux (avec droit de vote);

(b) Le Secrétaire exécutif de la CEA (sans droit de vote) et le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité africaine (sans droit de vote);

(c) i) l'Organisation panafricaine des femmes,

ii) les institutions des Nations Unies,

iii) les représentants des organismes donateurs,

seront invités comme observateurs lorsque le Comité aura à étudier des questions particulières qui les intéressent.

II. Le Comité régional africain de coordination élit un bureau, composé d'un président, d'un premier et d'un second vice-président, et de deux rapporteurs.

III. Le bureau est élu pour deux ans. Le Comité régional de coordination se réunit une fois par an, sur convocation du Secrétaire exécutif, après consultation avec le bureau".

B. Le Centre africain de recherche et de formation pour la femme agira en tant que secrétariat du Comité régional africain de coordination.

C. Le règlement intérieur du Comité est celui de la Commission économique pour l'Afrique.

D. En remplaçant le mandat du Comité régional de coordination par ce qui suit :

- "1. Harmoniser et coordonner les programmes sous-régionaux approuvés dans le cadre des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets;
2. Evaluer et exécuter les programmes de travail, compte tenu des ressources disponibles, et en suivre l'exécution;
3. Organiser l'échange d'informations et d'expériences;
4. Participer aux activités et aux réunions de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations concernées;
5. Mobiliser des ressources pour la réalisation des programmes arrêtés aux niveaux régional et sous-régional;
6. Examiner et évaluer les activités effectuées dans la région dans le cadre des programmes de promotion de la femme;
7. Convoquer tous les trois ans la Conférence régionale africaine sur la femme et le développement;
8. Faire rapport aux organes délibérants de la Commission économique pour l'Afrique sur les activités et les programmes réalisés dans la sous-région (Comité des experts et Conseil des ministres des Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets)".